

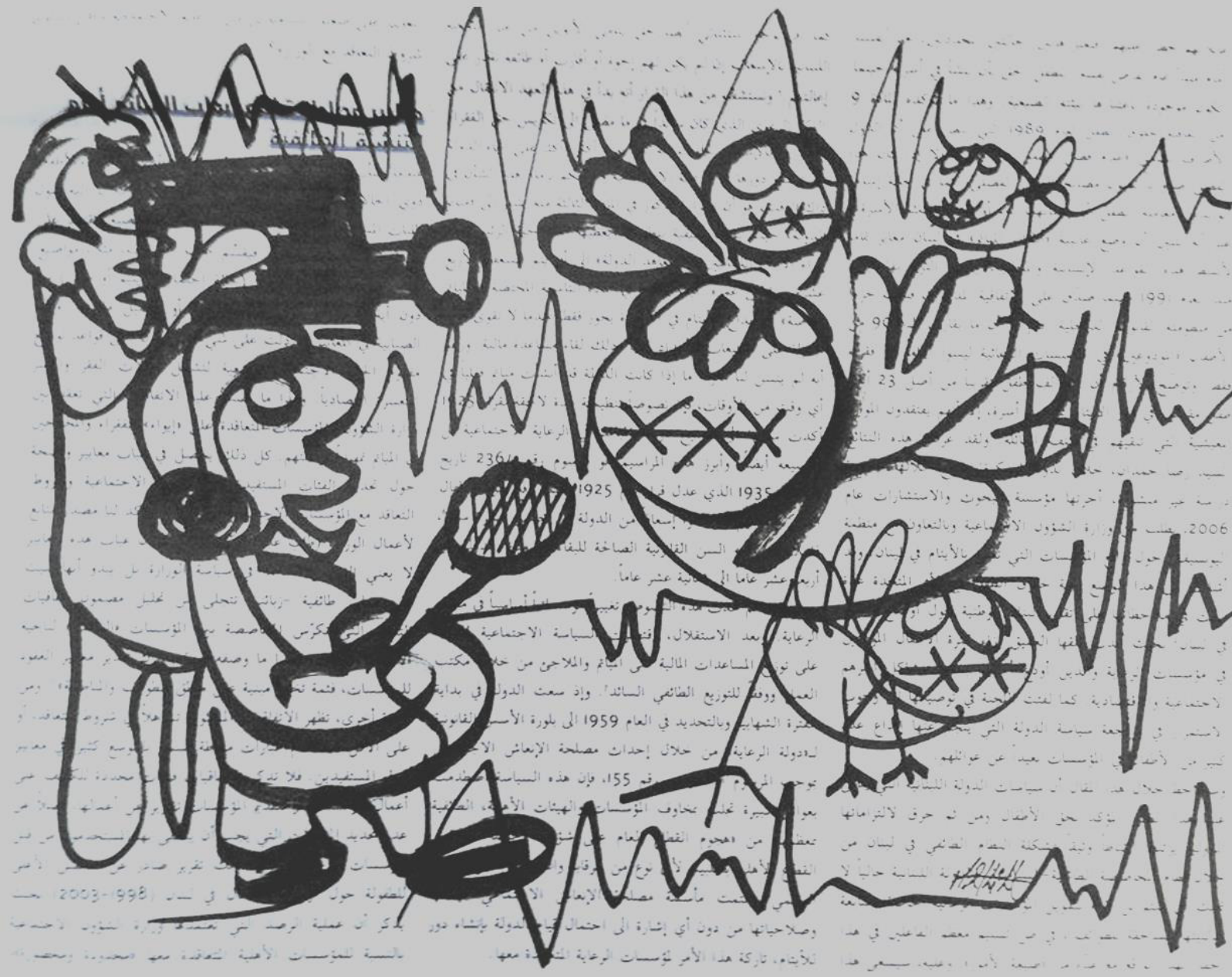




الجمعية التونسية  
للدفاع عن الحريات الفردية  
Association Tunisienne de Défense  
des Libertés Individuelles  
Tunisian Association Defending  
Individual Liberties

# المعرض الأسبوعي للصحافة

## LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

### THE WEEKLY PRESS REVIEW



Sources	Articles
<p> 22-12-2017 R.B.H <a href="http://businessnews.com.tn">businessnews</a></p>	<p><b>A Tunis : Taxi interdit aux homosexuels...</b></p> <p>Après le sexisme et l'intégrisme, bienvenue à l'homophobie ! Un taxi de Tunis affiche, en toute illégalité, ce gros autocollant indiquant que le véhicule est interdit aux homosexuels. En théorie, si l'on applique le code de la route, ce véhicule devrait se faire retirer immédiatement son certificat de visite technique vu qu'il est strictement interdit de coller quoi que soit sur la vitre arrière des taxis. Mais là, au vu de ce qui est inscrit, le propriétaire affiche clairement son homophobie et assume publiquement sa discrimination, ce qui devrait lui coûter (théoriquement si l'on applique la loi) le retrait immédiat de sa licence d'exploitation. Sauf que le drame dans ce pays n'est pas dans ses lois, mais dans l'application de la loi. Certains Tunisiens pensent, depuis 2011, que la liberté accordée par la révolution est synonyme d'anarchie et d'impunité. Les autorités laissent faire et le laisser-aller ne cesse de gagner des galons... Le pire est que ce genre de comportement homophobe trouve beaucoup de répondant et de sympathie chez une belle frange de la société dont la priorité dans la vie est de s'occuper du cul des autres. Il y a quelques jours à peine, un humoriste et un animateur ont défrayé la chronique après une émission à grande écoute diffusée sur une radio de la place durant laquelle ils ont longuement dénigré les homosexuels les qualifiant, entre autres, de malades devant se soigner. S'il y a bien eu des voix pour dénoncer ce comportement, il y a également eu des appels au meurtre de cette « caste » et, bien sûr, en toute impunité toujours.</p> 
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 22-12-2017 Rihab Boukhayatia <a href="http://huffpostmaghreb.com">huffpostmaghreb</a></p>	<p><b>L'État tunisien a-t-il été défaillant face aux Émirats dans la gestion de l'interdiction de voyager des Tunisiennes?</b></p> <p>Les réactions fusent après l'interdiction de voyager des Tunisiennes vers les Émirats arabes unis. Les autorités émiriennes ont indiqué dans un communiqué publié, vendredi 22 décembre, que cette décision provisoire a été prise pour des raisons sécuritaires. Plus tard, la compagnie Emirates Airlines a levée l'interdiction. Ni l'ambassade des Emirats Arabes Unis en Tunisie, ni le consulat n'ont été prévenus de cette restriction. Les commentaires indignés ont submergé les réseaux sociaux et les médias mais pas seulement. Samedi, plusieurs associations et partis politiques ont pris position dans cette affaire. Côté médias, la chroniqueuse de</p>

Mosaïque Fm, Dalila Ben Mbark Msaddak a adressé une critique acerbe aux Émirats arabes unis. Pour elle, cette décision est à l'image de cet État dont la civilisation se résume en "une tente, un chameau et un poème" et "pour qui la femme est un outil de reproduction et l'argent est un moyen pour acheter le sexe, les femmes, les hommes et les identités et qui mesure l'honneur selon la longueur de la abaya (tenue longue noire portée par les femmes)". La chroniqueuse estime que cette interdiction doit faire réjouir les Tunisiens et notamment les Tunisiennes dont l'aura et le statut exacerbent les pays du golf. Même son de cloche chez Lotfi Laamari, chroniqueur à la chaîne El Hiwar Ettounsi, qui reproche à l'État tunisien son inertie. "Après la Turquie, le Qatar, c'est le tour des Émirats arabes unis et ça va durer", a-t-il alerté, en pointant du doigt "la mollesse" de la politique étrangère de la Tunisie qui favorise le rapetissement et l'affaissement pratiqués par des États comme les Émirats, qui n'oseraient jamais faire cela à d'autres grands pays. "Qu'est ce que cette politique nous apporte, rien (...) alors que nous traversons une crise économique", a-t-il fustigé. Pour le chroniqueur la Tunisie aurait dû renvoyer l'ambassadeur de ce pays et demander des excuses officielles. Le leader du parti "Machrou Tounes", Mohsen Marzouk a pointé du doigt, via sa page Facebook, la diplomatie tunisienne "qui n'a pas la capacité de prévenir ces incidents", appelant à ne pas suivre les agendas des forces belligérantes dans le conflit régional. Il a également insisté sur le fait que cette "faute de la compagnie émirienne" ne doit pas entacher les relations "historiques et solides" entre les deux pays. Le mouvement "Al Irada" a appelé l'État tunisien à réagir fermement, accusant les Émirats de faire obstacle au processus de transition démocratique en Tunisie. Quant au parti Al Massar, il appelle les Tunisiens à boycotter les compagnies aériennes des Émirats et l'État à préserver la dignité de ses citoyens en prenant des mesures fermes. La société civile tunisienne a également fustigé cette interdiction. La Ligue tunisienne des droits de l'Homme, l'association tunisienne des Femmes Démocrates, le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux et Beity ont publié un communiqué commun pour dénoncer l'interdiction contraire aux lois internationales, et qui porte atteinte à la souveraineté de la Tunisie et bafoue la dignité des Tunisiennes. Le communiqué explique cette mesure discriminatoire contre les femmes comme une réaction des Émirats contre la décision des autorités tunisiennes de renvoyer des chasseurs d'oiseaux émiratis. L'ONG Aswat Nissa dénonce une "décision choquante et moyenâgeuse venant d'un pays qui se veut moderne et innovant. Cette restriction ne vise pas seulement les femmes tunisiennes mais tout le peuple tunisien, c'est une insulte envers la Tunisie!" Ces réactions se succèdent alors qu'une citoyenne tunisienne appelée Maha Jouini a révélé sur son compte Facebook, qu'elle a été empêchée, ce samedi 23 décembre, de voyager de l'aéroport Rafik Al Hariri à Beyrouth à bord d'un avion de la compagnie aérienne "Etihad" Abu Dhabi, à cause de sa nationalité tunisienne



22-12-2017

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### Le ministère du Transport accuse 'Emirates'

Le ministère du Transport a annoncé dans un communiqué publié vendredi 22 décembre 2017 que la compagnie aérienne Emirates n'a pas respecté les législations internationales en empêchant des tunisiennes de monter à bord de son vol pour les Emirats Arabes Unis. Le ministère a ajouté qu'il est intervenu auprès de la direction générale de l'avion aux EAU pour mettre fin à ce problème.



22-12-2017

[shemsfm](http://shemsfm)

### Facebook misera sur la reconnaissance faciale pour protéger les utilisateurs

Facebook fait une nouvelle fois appel à l'intelligence artificielle pour contrôler l'utilisation des photos de visages. Ses algorithmes de reconnaissance faciale peuvent prévenir quelqu'un si sa photo est diffusée sur le réseau social. Un outil destiné à lutter contre les problèmes de harcèlements et d'usurpation d'identité. Grâce à la reconnaissance faciale, Facebook va informer ses utilisateurs lorsqu'une photo d'eux est publiée sur le réseau social, même lorsqu'ils n'ont pas été identifiés par leur nom (tags), a annoncé le groupe mardi. « Nous faisons cela pour empêcher les gens de prendre la place d'autres sur Facebook » en utilisant par exemple la photo de quelqu'un d'autre comme photo de profil, écrit le groupe. L'entreprise utilise déjà la reconnaissance des visages pour proposer à un utilisateur publiant une photo d'identifier un ami . Cette fonction optionnelle a pour effet d'informer automatiquement l'intéressé qu'un cliché de lui a été posté sur Facebook. Désormais, « si vous êtes sur une photo, nous vous le dirons, même si vous n'avez pas été identifié » nommément, explique sur son blog officiel le réseau social, qui revendique plus de deux milliards d'utilisateurs actifs. Cette fonctionnalité sera mise en place « bientôt » et permettra aux intéressés de s'identifier sur la photo s'ils le souhaitent, ou bien d'exprimer des inquiétudes ou des réserves à la personne qui a publié les clichés, fait valoir le réseau social.

### مقالات باللغة العربية



22-12-2017

ايمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk)

### إحالة علاء الشابي على الإدارة الفرعية للقضايا الاجرامية

علمت « الشروق » ان النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس احالت أمس الشكاية الجزائية التي تقدمت بها الإعلامية عربية حمادي ضد المنشط علاء الشابي على الإدارة الفرعية للقضايا الاجرامية بالقرجاني لإجراء الابحاث الاولية.


ويذكر ان الاعلامية عربية حمادي طالبت صلب الشكاية بتتبع علاء الشابي من اجل افساد الشببية والاعتداء على الاخلاق الحميدة والايهام بجريمة ونشر اخبار زائفة على خلفية محتوى برنامجه «سرك في بير » الذي يبث على موجات إحدى الإذاعات المحلية.

وقد ذكرت الشكاية في شكايتها جملة من العناوين التي تم بثها في برنامج « سرك في بير » والتي اعتبرتها مخلة بالأداب والأخلاق العامة حيث تمحورت حول العلاقات والمشاكل الجنسية والقضايا الاخلاقية والعلاقات المشبوهة والخارجة عن القانون وعن العادات والتقاليد.

	<p>وطالبت في جانب اخر بتتبع الشابي من اجل جريمة الايهام بجريمة وذلك بسبب اتهامها بكونها كانت وراء العشرات من المواطنين ليلة 14 جانفي 2011.</p> <p>ويذكر ان الاعلامية عربية حمادي كانت قد تقمصت دور ضحية وشاركت في برنامج «سرك في بير» تحت اسم مستعار لتؤكد للرأي العام أن ما يتم تمريره من حالات هي «وهمية ومفتعلة» حسب قولها.</p>
 <p>22-12-2017 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>منع التونسيات من السفر: سفير الامارات يؤكد بأن القرار يتعلّق بترتيبات أمنية</b></p> <p>تم مساء الجمعة 22 ديسمبر 2017 استدعاء سفير دولة الامارات العربية المتحدة بتونس، للاستفسار وطلب توضيحات بخصوص الاجراء المتعلق بمنع التونسيات من السفر إلى وعبر الامارات. وأكّد الدبلوماسي الإماراتي وفق بلاغ اصدرته وزارة الخارجية التونسية أن هذا القرار كان ظرفيا ويتعلّق بترتيبات أمنية، مشيرا الى أنه قد تم رفعه وتمكين كل المسافرين من المغادرة . وللإشارة فقد منعت شركة الخطوط الإماراتية، صباح الجمعة 22 ديسمبر 2017، التونسيات المسافرات من مطار تونس قرطاج والقاصدات مطار دبي الدولي عبر رحلة الخطوط الإماراتية (عدد EK748) باستثناء النساء التونسيات المقيمت بدولة الإمارات العربية المتحدة، مما تسبب في حصول ضرر للركاب وخلق حالة من الاضطراب بالمطار.</p>
 <p>22-12-2017 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>ايقاف صحي العمري على خلفية شكاية رفعها ضده شوقي الطبيب</b></p> <p>أكد مصدر أمني لموزاييك ايقاف المدون الصحي العمري على خلفية الشكاية المرفوعة ضده من قبل رئيس الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد شوقي الطبيب.</p>

**Le 21-12-2017**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>21-12-2017 S.A <a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Etude INS : 216 mille enfants ont déclaré avoir travaillé</b></p> <p>Le résultat de l'étude effectuée par l'INS (Institut national des statistiques) sur le travail des mineurs en Tunisie a été révélé ce jeudi 21 décembre 2017 par le directeur de l'Institut National des Statistiques (INS), Hédi Saïdi, lors de la matinale d'Express FM présentée par Wassim Ben Larbi. « Ainsi, 216 mille (9,5%) enfants ont déclaré avoir eu une activité rémunérée sur une population totale de 2,2 millions d'individus » a révélé M. Saïdi. Ce dernier a ajouté : « Le pourcentage total d'enfants qui travaillent en Tunisie est de 7,9% (179 mille), ceux qui font des travaux dangereux (comme travailler dans les mines, fours, tanneries...) en revanche sont au nombre de 136 mille ». Ce sondage publié aujourd'hui par l'INS est effectué dans tous les pays selon le directeur de l'INS. « Il a été piloté par le bureau international du travail (BIT) selon des méthodes bien précises. Cette enquête nous a été commandée par le ministère des Affaires sociales et comprend un échantillon de 12.700 familles réparties sur tout le territoire national. Elles ont reçu en mai et juin 2017, deux questionnaires, le premier destiné aux parents, le deuxième, aux enfants », a expliqué M. Saïdi. Le responsable a en outre</p>

révélé que cette enquête est une première en Tunisie et concernerait une population totale de 2,2 millions d'individus. « En comparant avec l'indices trouvé à l'international, les pourcentages relevés en Tunisie sont inférieurs. 14% des enfants interrogés dans le monde auraient fait une activité rémunérée selon le BIT ». De plus, selon l'étude, la région la plus touchée par le travail des mineurs en Tunisie est le nord-ouest, il concentrerait 30% de tous les mineurs qui travaillent dans l'illégalité. La moitié d'entre eux travailleraient dans l'agriculture.

AL HUFFINGTON POST

MAGHREB - TUNISIE

21-12-2017

Rihab

Boukhatia

[huffpostmaghre](#)

[b](#)

### **Hedi Sahly, vice-président de l'association "Shams", reconnu comme réfugié politique par la France**

Hedi Sahly, ancien vice-président de l'association "Shams" pour la dépénalisation de l'homosexualité, vient d'être officiellement reconnu par l'État français comme un réfugié politique, a-t-il révélé au HuffPost Tunisie. "La décision est motivée par le fait que je suis persécuté dans mon pays et menacé de mort pour mon homosexualité", a-t-il expliqué. Signataire de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, la France accorde le statut de réfugié si le demandeur de droit d'asile ne peut pas ou ne veut pas demander la protection de son pays d'origine, ou s'il craint d'être persécuté pour sa race, son origine ethnique, sa religion, sa nationalité, le groupe social auquel il appartient ou encore ses opinions politiques. Hedi Sahly a quitté la Tunisie, fin 2015. Il a affirmé qu'il a reçu plusieurs menaces de mort. "Ce n'est pas la première fois que je reçois des menaces de mort et je ne suis pas le seul mais cette fois-ci, le danger était tel que j'ai été sommé par ma famille de quitter le pays à la hâte. Mon oncle travaillant au ministère de l'Intérieur m'a informé que mon nom figurait dans un rapport contenant le nom de personnes menacées en Tunisie. Je n'ai été informé par aucune source officielle du ministère mais par des circuits officieux. Malheureusement le ministère de l'Intérieur, que nous informons régulièrement des menaces qui pèsent sur nous, ne semble pas prendre les choses au sérieux. Ils disent que la situation est sous contrôle tout en nous demandant de faire attention. J'ai demandé une protection personnelle de la part du ministère de l'Intérieur mais elle a été rejetée. Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas fournir une protection rapprochée à toutes les personnes menacées", a-t-il expliqué au HuffPost Tunisie, lorsqu'il a quitté le pays. En 2015, l'association tunisienne pour la dépénalisation de l'homosexualité a vu le jour, les homosexuels sont sortis de l'ombre pour réclamer l'abolition de la criminalisation de l'homosexualité (punie par l'article 230 du Code Pénal de 3 ans de prison) et la fin de la stigmatisation contre les Tunisiens à cause leurs orientations sexuelles. La médiatisation de la cause a brisé le mur de la silence autour de cette question et a donné lieu également en réaction à des appels à la haine et à la violence contre les homosexuels, véhiculés par des personnalités et les médias. Ces appels se manifestent par des menaces de mort ciblant les personnes en première ligne comme l'était Hedi Sahly à l'époque. La chasse aux homosexuels se poursuit en Tunisie, de la part de l'État mais aussi d'une frange de la société.



20-12-2017  
[shemsfm](http://shemsfm.com)

### ARP: la normalisation avec Israël sera-t-elle criminalisée?

Le député Nouefal Jammali, président de la commission des droits, des libertés et des relations extérieures a annoncé qu'une pétition signée par plus de 90 députés demande l'accélération de l'examen d'un projet de loi criminalisant la normalisation des relations avec Israël. "Un certain nombre de députés de la commission se sont prononcés pour l'examen immédiat du projet de loi alors que d'autres ont préféré attendre la décision jeudi du bureau de l'Assemblée des Représentants du Peuple à ce sujet", a déclaré Jammali mercredi à la presse. Il a précisé qu'au cas où le bureau de l'Assemblée n'annoncerait pas de décision, la commission des droits et des libertés bénéficie de l'autorité de décision et examinera le projet de criminalisation de la normalisation juste après la semaine consacrée au contact des députés avec leurs électeurs dans les régions, prévue la semaine prochaine. Plusieurs députés, notamment ceux du Front Populaire et du bloc démocratique, ont demandé d'inclure ces jours-ci à l'ordre du jour de l'ARP le projet de loi sur la criminalisation de la normalisation d'autant qu'il avait été déposé depuis décembre 2015. Souvent revendiquée par des partis politiques et un grand nombre de Tunisiens depuis la révolution 2011, cette demande a été relancée avec vigueur après l'annonce par le président américain Donald Trump de transférer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem et de la reconnaître comme capitale d'Israël.

### مقالات باللغة العربية



21-12-2017  
العجرودي  
[alchourouk](http://alchourouk.com)

### في قضية تعذيب: تبرئة السرياتي والقلال والحكم ب5 سنوات غيابيا على بن علي


علمت الشروق اون لاين ان الدائرة الجنائية بمحكمة الاستئناف بتونس اصدرت قرارا جديدا من نوعه تمثل في تبرئة علي السرياتي وعبدالله القلال بانقراض الدعوى العمومية بمرور الزمن في قضية تتعلق بالتعذيب . في حين اعتبرت انه لا يمكن احتساب آجال سقوط الدعوى العمومية بمرور الزمن في حق الرئيس الاسبق زين العابدين بن علي الا بداية من تاريخ خروجه من رئاسة الجمهورية وهو تاريخ 14 جانفي 2011 . وقضت بسجنه غيابيا مدة 5 اعوام وتتعلق القضية بشكاية رفعها احد المنتمين الى حركة النهضة اتهم فيها قيادات امنية بتعذيبه بمقر وزارة الداخلية مباشرة بعد اعتقاله في شهر جويلية 1991 . علما وان اعتبار تاريخ خروج بن علي من الرئاسة هو سابقة في الاحكام القضائية التي دابت المحاكم التونسية على اصدارها في القضايا الجزائية.



21-12-2017  
[shemsfm](http://shemsfm.com)


### السعوديون وصفوا عودتها بـ"الإهانة": عودة المذيعة علا الفارس إلى "MBC"

أعدت قناة "MBC" المذيعة الأردنية علا الفارس للظهور مجددا على شاشتها بعد إيقافها أسبوعين، بسبب تغريدة نشرتها اعتبرها مغردون مسيئة للسعودية. وظهرت الفارس اليوم على في برنامجها المعتاد "MBC في أسبوع"، الأمر الذي أغضب عددا كبيرا من رواد موقع التواصل الاجتماعي "تويتر" واصفين عودتها بـ"إهانة للشعب السعودي". وكانت إدارة "MBC" أوقفت المذيعة الأردنية علا الفارس بعد موجة غضب طالت الشارع السعودي، عقب نشرها تغريدة عن قرار الرئيس الأمريكي دونالد ترامب الاعتراف بالقدس عاصمة لإسرائيل، ونقل سفارة بلاده من تل أبيب إلى القدس.

 <p>21-12-2017 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p>تحديد موعد لعرض مشروع قانون تجريم التطبيع على جلسة عامة</p> <p>أفاد مصدر من داخل اجتماع مكتب مجلس نواب الشعب اليوم الخميس 21 ديسمبر 2017 أنه تم تحديد يوم 20 فيفري 2018 لعرض مشروع قانون تجريم التطبيع مع الكيان الصهيوني في جلسة عامة بالبرلمان. ويشار أن مشروع القانون معروض على أنظار لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالبرلمان حيث أكد رئيس اللجنة نوفل الجمالي أن اللجنة ستشرع في مناقشة مشروع قانون تجريم التطبيع مع الكيان الصهيوني يوم الجمعة 5 جانفي 2018 .</p>
--	---

*Le 20-12-2017*

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>20-12-2017 M.B.Z <a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>CSP: La commission de la Santé appelle à abandonner le terme "bâtard"</b></p> <p>La commission de la Santé et des Affaires sociales au sein de l'ARP a tenu, ce mercredi 20 décembre 2017, une séance d'audition avec des représentants du ministère de la Justice concernant un amendement à apporter à quelques articles du Code du statut personnel et plus particulièrement à ceux dans lesquels est cité le terme "bâtard" pour désigner les enfants dont les parents ne sont pas reconnus. La commission a proposé de remplacer le mot bâtard, considéré comme péjoratif, par "né de parents inconnus". La commission a estimé, tout en soulignant la nécessité d'oeuvrer à l'amélioration concrète de la situation de ces enfants, que le terme utilisé ne correspond pas à l'actuel système législatif qui préserve l'intégrité des enfants. Après discussion, c'est finalement le terme "retrouvé", proposé par les représentants du ministère de la Justice et validé par la commission, qui a été retenu.</p>
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 20-12-2017 Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus <a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Renforcer l'autonomie des jeunes filles et des femmes pour transformer des sociétés entières</b></p> <p>J'ai l'honneur d'apporter, par ces brèves observations, ma contribution à la conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur les femmes. Le bien-être des femmes, des enfants et des adolescents devrait être placé au cœur des questions de santé et de développement à l'échelle mondiale, et la santé devrait figurer au centre de l'agenda pour l'égalité des genres. Les objectifs ambitieux en matière de santé et de développement figurant à l'agenda des objectifs de développement durable ne seront pas atteints sans l'amélioration de la santé, de la dignité et des droits des femmes, des enfants et des adolescents. Investir dans la santé et le bien-être des femmes et des jeunes filles, c'est investir dans un avenir meilleur. La santé et le bien-être des femmes sont importants non seulement pour celles-ci, mais aussi pour leurs familles et pour la société dans son ensemble. En tant que défenseur acharné de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation, je crois que toute femme et toute adolescente doit pouvoir décider si, quand et avec qui elle désire avoir un enfant, et posséder les moyens d'éviter toute grossesse non désirée.</p>



Car lorsque les femmes et les jeunes filles ont accès à la planification familiale, elles acquièrent une plus grande autonomie dans leurs vies, leurs études, leurs possibilités de travailler et de soutenir leurs familles. Il s'agit véritablement de l'un des éléments fondamentaux du développement durable. Je reconnais également que la question de l'égalité des genres va au-delà du thème de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation. C'est la raison pour laquelle l'OMS est heureuse de s'associer à ce cadre intergouvernemental exceptionnel que représente l'Union pour la Méditerranée dans le projet du "Droit des femmes à la santé". Ce projet a pour but d'augmenter l'accès à la prévention et au traitement du cancer du col de l'utérus. Son objectif est ambitieux: Un test de dépistage du cancer du col de l'utérus (25-65 ans) et du cancer du sein (40-65 ans) sera proposé à 45.000 femmes dans la tranche d'âge concernée. Ces femmes seront également sensibilisées aux risques et à l'importance de la prévention. Des projets pilotes de dépistage ont été lancés dans les trois pays concernés (Maroc, Albanie et Monténégro). Le cancer du col de l'utérus est une maladie évitable et pourtant, plus d'un quart de million de femmes en meurent chaque année, 90% des décès se produisant dans les pays à faible et moyen revenu. Dans la région méditerranéenne, le cancer du col de l'utérus est aussi une source de préoccupation croissante. Depuis 2006, les vaccins contre le VPH (virus du papillome humain) sont disponibles. Ils permettent d'éviter entre 70 et 90% des cancers et l'OMS recommande la vaccination pour les jeunes filles de 9 à 14 ans. En 2017, au niveau mondial, un peu plus d'un tiers des pays ont introduit la vaccination contre le VPH dans leurs calendriers nationaux des vaccinations. Néanmoins, de nombreuses inégalités persistent: 70% des pays à revenu élevé ont introduit la vaccination contre le VPH contre seulement 20% pour les pays à revenu moyen et 6% pour les pays à faible revenu. Au niveau mondial, en 2015, seulement 12% des pays ont signalé la mise en place de programmes de dépistage du cancer du col de l'utérus. Les taux de participation dépassent 70% et sont les plus élevés dans les pays à revenu élevé. Les femmes ayant le plus besoin de ces services sont les plus susceptibles de ne pas en bénéficier, soit parce qu'elles en ignorent l'existence, soit parce qu'il leur est impossible d'y accéder. Le cancer du col de l'utérus présente des taux de guérison élevés s'il est traité à temps, mais les taux relatifs normalisés de survie à cinq ans (proportion des personnes survivant cinq ans après le diagnostic) varient de 13% en Ouganda à 79% en Corée du Sud. Comme ces statistiques le démontrent, la question du cancer du col de l'utérus concerne non seulement la science et la médecine, mais aussi l'équité. L'un des plus grands avantages du mouvement pour l'égalité des genres est qu'il nous incite également à nous préoccuper de l'équité d'une manière plus générale. Nous devons bien sûr améliorer la ventilation des données en fonction des revenus et des genres pour pouvoir appliquer au mieux cette optique d'équité. Dans ce contexte, il est évident qu'il faut en faire davantage, plus particulièrement en faveur des femmes pauvres et vulnérables. Le nouveau Programme mondial conjoint des Nations Unies (Programme conjoint) mettra en œuvre l'approche globale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)

concernant la prévention et le contrôle du cancer du col de l'utérus qui englobe les points suivants:

introduction et augmentation de la vaccination contre le VPH

introduction et élargissement de la couverture du dépistage et du traitement des lésions précancéreuses

traitement rapide des cancers invasifs

accès aux soins palliatifs

monitorage à l'aide d'une série d'indicateurs et d'outils standard pour mettre fin au cancer du col de l'utérus.

La question du cancer du col de l'utérus n'est qu'un exemple démontrant que la santé se trouve au cœur de l'agenda pour l'égalité des genres et que l'égalité des genres (et la défense de la justice d'une manière plus générale) devrait figurer au centre de l'agenda pour la santé et le développement.



20-12-2017  
[mosaïquefm](http://mosaïquefm)

### **Mohamed Belghith, d'Oxford à la maison de retraite de la Manouba**

Mohamed Belghith, un résident de la maison de retraite de la Manouba, est un homme un peu particulier. Il a appris l'anglais à l'université d'Oxford et maîtrise encore quatre langues, dont le français, l'anglais et l'Allemand. Il a indiqué sur nos ondes dans la rubrique, "El feyda maâ Hana" qu'il aime toujours la lecture et qu'il s'active pour convaincre les responsables de la maison de retraite de la Manouba d'installer une bibliothèque. Il a souligné qu'il a travaillé dans le domaine de l'archéologie et que le ministère des affaires culturelles n'accorde pas aux monuments et sites archéologiques l'attention qu'ils méritent. Selon lui, il y a 12 mille monuments et sites archéologiques en Tunisie, dont la plupart sont en proie aux chasseurs de trésors et aux pilleurs.



20-12-2017  
[shemsfm](http://shemsfm)

### **Une protestation pour l'accélération de l'examen de la loi criminalisant la normalisation avec l'entité sioniste**

Des manifestants ont revendiqué, aujourd'hui devant le siège de l'Assemblée des représentants du Peuple, l'accélération de l'examen du projet de loi criminalisant la normalisation avec l'entité sioniste, comme l'a confirmé un étudiant Mauritanien et membre de l'Association Nationale de Rabat, Mohamed Amin Mustafa Il a souligné qu'une commission parlementaire en Mauritanie prépare actuellement un projet de loi similaire à la version tunisienne du projet de loi criminalisant la normalisation.

20-12-2017

منى البوعزيزي

[alchourouk](http://alchourouk)

## بعد استغلال قاعات رياضية من قبل إرهابيين:مقابلة 3 مسؤولين بوزارة الشباب والرياضة

تم أمس رفع قضية للمطالبة بالتحقيق في عملية فتح أبواب عدد من القاعات الرياضية أمام عناصر محسوبة على التيارات الإرهابية وأخرى متطرفة واستغلال هذه القاعات في تدريبات عناصر مشبوهة ...

«الشرق» تنشر تفاصيل القضية التي تم رفعها لدى المحكمة الابتدائية بتونس للمطالبة بفتح تحقيق في وجود مخطط لاستغلال القاعات الرياضية في تدريبات إرهابيين ...

تحت عدد 70954 تم أمس رفع قضية استعجالية بالمحكمة الابتدائية بتونس ضد 3 مسؤولين بوزارة الشباب والرياضة والكتابة العامة لجامعة الكيك بوكسينغ وذلك بسبب تزيف قوائم انتخابية بهدف عدم الكشف عن استغلال عدد من القاعات الرياضية من قبل مجموعة إرهابية وأخرى متطرفة.

## المواجهة

وجاء في نص الشكاية التي تم أمس تقديمها للمحكمة الابتدائية بتونس من قبل محامين نيابة عن عدد من قيادات هيكل رياضي أنه أثناء الانتخابات وتميرير التقريرين الأدبي والمالي للمكتب الجامعي لجامعة الكيك بوكسينغ دخل عدد من العناصر الذين وصفوهم بالمشبوهين. ورددوا شعارات تابعة للتنظيمات الارهابية ليتبين أنهم يستغلون عددا من القاعات الرياضية لحسابهم.

كما وصفت أيضا هذه المجموعة الحاضرين بالمرتدين و«الكفار» مما خلق حالة من التشنج التي كادت تتحول الى مواجهات بين الحاضرين.

ومن جهتها قالت الأستاذة نادية الشواشي في تصريح لـ«الشرق» إنها قامت بمقابلة كل من سيثبت تورطه في هذه التجاوزات الخطيرة على حد تعبيرها مؤكدة أن تدخل مدير الرياضة والكتابة العامة لجامعة الكيك بوكسينغ في حل المكتب الجامعي الحالي كشف وجود ثغرات وتجاوزات خطيرة تهدد الأمن الوطني.

## البداية

وحسب مصدر مطلع فإن بداية الخلافات بين مسؤولين من وزارة الرياضة والمكتب الجامعي الحالي للكيك بوكسينغ انطلقت أثناء إعلان قرار حل المكتب من قبل الوزيرة ماجدولين الشارني. وهو ما جعل الصراعات الانتخابية تكشف بدورها عن وجود تجاوزات داخل عدد من القاعات الرياضية على غرار فتح أبواب هذه القاعات أمام المتطرفين والمنتمين للجماعات الإرهابية.

وأضاف محدثنا في نفس السياق أن هناك مجموعة متطرفة تستغل عددا من القاعات الرياضية وخاصة المهمشة منها للقيام بتدريب عدد من التابعين لهم مضيفا أنه رغم اتخاذ إجراءات ضدهم إلا أن القرارات لم تكن ردية.


كما تم سابقا اتخاذ قرار إقالة 10 إطارات تابعين لوزارة الشباب والرياضة بتهمة التطرف والارهاب هذا بالإضافة الى فتح تحقيق ضد عدد من الجمعيات التي تتلقى تمويلات مشبوهة تستغلها في الأنشطة الرياضية حتى لا يتم التفتن الى التجاوزات التي تقوم بها.

ويذكر أن عددا من الرياضيين المنتمين الى الرياضة الفردية تم استقطابهم ما بين سنوات 2013 و2014 و2015 في التنظيمات الارهابية مستغلين معرفتهم باختصاصات مثل الملاكمة ورفع الأثقال والمبارزة. كما تم استغلال قاعات رياضية خاصة لتدريب الارهابيين داخل ولايات تونس الكبرى .

 <p>20-12-2017 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>أكثر من 2300 تونسيا مُصابون بالسيدا</b></p> <p>قال حاتم الهويمل المندوب الجهوي للأسرة والعمران البشري في سوسة أنّ العدد المقدر للباقيين على قيد الحياة المصابين بالسيدا في حدود 1719 شخصا . وحسب الاحصائيات التي قدمها في محاضرة ألقاها اليوم في أحد النزل بمدينة سوسة خلال ورشة عمل في مجال مكافحة السيدا، فإنّ نسبة انتشار هذا المرض في تونس تعتبر ضعيفة وتقدّر بـ 0.015 بالمائة. وحسب احصائيات 2016 وهي اخر احصائية محينة فإنّ عدد المصابين بالسيدا الجدد يقدر بـ 310 حالات من بينهم 164 تونسيا و146 أجنبيا. وتفيد نفس المعطيات أن عدد المصابين بالسيدا في تونس بلغ 2357 حالة.</p>
 <p>20-12-2017 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>هيئة الوقاية من التعذيب تؤكد تواصل التعذيب في السجون ومراكز الإيقاف</b></p> <p>دعا رئيس الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب فتحي الجراي خلال جلسة إستماع بالبرلمان حول مشروع القانون الأساسي المتعلّق بهيئة حقوق الإنسان، إلى التدقيق في الفصول التي قد تطرح لبسا وتداخلا في المهام، وتنازعا حول الاختصاص بين هيئته وهيئة حقوق الإنسان الأمر الذي من شأنه أن يضمن التكامل بينهما، وفق تعبيره. كما أكد فتحي الجراي في تصريح لموزايك أن التقرير السنوي للهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب الذي سيعرض في شهر مارس القادم سيتضمن جملة الإشكاليات المسجلة وعلى رأسها اكتظاظ السجون و تواصل ممارسات التعذيب داخلها وداخل مراكز الإيقاف.</p>

**Le 19-12-2017**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>18-12-2017 M.B.Z <a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Adnène Mansar : Le mariage entre Nidaa et Ennahdha est de l'homosexualité politique !</b></p> <p>« Le mariage entre Nidaa Tounes et Ennahdha est de l'homosexualité politique » a indiqué, ce lundi 18 décembre 2017, le dirigeant au sein du parti Al Irada, Adnène Mansar, au micro de Boubaker Ben Akacha sur Mosaique Fm. Adnène Mansar a ajouté, commentant la victoire de Yassine Ayari aux législatives partielles en Allemagne, qu'il s'agit là de l'échec symbolique de la classe politique dirigeante « dont il faudrait tirer des leçons ».</p>
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 19-12-2017 Farhat Othman <a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="http://b">b</a></p>	<p><b>Homophobie: Stratégie erreur des militants</b></p> <p>L'association Shams pour la dépénalisation de l'homosexualité en Tunisie continue à servir les homophobes par ses initiatives déconnectées des réalités malgré les conseils prodigués de changer de stratégie. Celle-ci ne sert pas sa cause, mais les homophobes en satisfaisant leur souci premier de ne pas abolir le texte homophobe en vigueur.</p> <p>Une stratégie contreproductive</p> <p>Depuis sa création, Shams a choisi de tenir un discours qui n'a aucune efficacité étant sans résonance auprès des masses et sans crédibilité auprès des décideurs du pays. Parler, en effet, juste de respecter les droits humains et de l'application de la constitution c'est non seulement</p>

insuffisant, mais aussi contreproductif, car la constitution impose le respect des valeurs de l'islam qu'invoquent les homophobes, qui ne sont pas qu'islamistes, au demeurant. Aussi, pour obtenir l'abolition de l'homophobie en Tunisie, il est impératif de rappeler que l'islam n'a jamais été homophobe contrairement à ce que colportent les homophobes pour tromper les gens. Ce qui a été largement démontré. Or, Shams ne veut pas le faire malgré le fait de pouvoir compter sur des imams gays qui sont prêts à venir témoigner sur la question. Pourquoi une telle attitude? Y aurait-il un diktat de la part des soutiens occidentaux de Shams qui, au prétexte de laïcité, verseraient dans l'islamophobie? Assurément, il y a surtout ce fait que la plupart des militants affichent leur rejet de l'islam. Certes, c'est leur droit, mais ils n'ont de légitimité à vouloir l'accoler à une lutte devant être humaniste et non idéologique. Car, concrètement, de tels militants agissent, aujourd'hui, moins pour l'abolition de l'homophobie en Tunisie que pour la laïcité. C'est ce qui fait du tort à la cause anti-homophobie et sert les intérêts de tous ceux qui veulent que rien ne change dans le pays en matière législative. En effet, même l'intervention que l'on attend d'une cour constitutionnelle (loin d'être opérationnelle déjà) relève du voeu pieux. En effet, pour considérer l'article 230 anticonstitutionnel, la cour doit commencer par noter que l'homophobie n'est pas contraire aux valeurs de l'islam au respect de laquelle renvoie la constitution. Et c'est ce que nous disons! Pourquoi alors perdre du temps et risquer encore plus de victimes? Une telle illusion chez les plus sincères des militants est en fait un appât que leur tendent les intégristes et les crypto-intégristes dans leurs rangs pour enterrer en beauté la cause anti-homophobie.

Les islamistes se sont engagés à voter un texte consensuel


Il n'est plus un secret pour personne que le parti Ennahdha table sur cette issue pour satisfaire ses plus intégristes membres, s'étant résolu, en la personne de son chef de file, à l'abolition de l'article 230 et s'y étant engagé si un projet de loi consensuel arrive au parlement. Or, ce projet existe, mais Shams et les autres associations le refusent, car il y est question de l'islam ! Il est inadmissible que l'association dont la raison d'existence est supposée être l'abolition de l'homophobie n'ose même pas proposer le seul texte en mesure d'abolir la base légale de l'homophobie. Au lieu de proposer ce projet, que fait donc Shams? Elle vient de lancer une web radio; ce qui est bien évidemment de bonne guerre pour faire entendre dans le pays un autre son de cloche sur la question. Mais si c'est pour parler dans le vide, cela ne fera que servir encore plus les homophobes et retarder la délivrance de la loi scélérate de la dictature et de la colonisation. Cette web radio relève de l'accessoire qui ne saurait faire oublier le principal. Elle est certes utile, mais après l'abolition de l'homophobie pour défendre le vivre-ensemble et pas avant, sinon cela revient à mettre le boeuf devant la charrue. Surtout que cela va dans le sens des attentes des homophobes qui agissent dans le sens ci-dessus indiqué. Bien pis, cela souligne surtout l'erreur flagrante de stratégie ici dénoncée, desservant leur cause et ne la servant en aucune façon. Sauf à bénéficier de financements d'officines occidentales qui

ne sont pas nécessairement motivées par l'abolition de l'homophobie en Tunisie, mais par le business que la cause génère et donc qui ont intérêt que rien ne change en Tunisie. N'est-ce donc pas l'Occident qui soutient les islamistes et les a fait monter au pouvoir et y défend leur maintien? Shams, ainsi que ses semblables, nous semble par conséquent avoir plus à coeur de militer pour la laïcité et non pour l'abolition de l'homophobie. Sinon comment expliquer qu'elle refuse d'évoquer le sésame en mesure d'obtenir l'abolition de l'homophobie en Tunisie et ailleurs en terre d'islam : le faux fondement religieux? Surtout qu'elle sait qu'on n'abolira pas l'homophobie contre l'islam en Tunisie et ce tant que la constitution y réfère.

L'abolition de l'homophobie se fera avec et non contre l'islam

On nous dit que l'association a vocation d'exclure la religion de ses préoccupations; or, est-ce possible quand c'est la constitution elle-même qui impose d'en parler en en faisant une référence incontournable? Ce qui veut dire que militer pour l'abolition de l'homophobie sans avoir affirmé au préalable la conformité d'une telle demande avec les valeurs de l'islam, c'est bien parler pour ne rien dire. C'est aussi militer contre la cause anti-homophobie, car cela apporte de l'eau au moulin des homophobes qui peuvent soutenir, sans contestation, que demander l'abolition de l'homophobie, c'est agir contre l'islam. Pourquoi donc ne pas apporter la contradiction à un tel mensonge? Qui ne dit mot ne consent-il pas? Pourquoi les militants se taisent sur un tel mensonge qui abuse les masses, déjà trompées sur leur religion? Pourquoi les laisser croire à tort que les gays, soutenus par l'Occident, sont islamophobes ou les jouets de milieux occidentaux qui ne seraient que motivés par le laïcisme, cette laïcité érigée en religion civile, quand ce n'est pas par l'islamophobie? La radio de Shams est d'ailleurs financée par l'ambassade des Pays-Bas. Pourquoi l'ambassade ne finance pas également des actions démontrant que l'islam n'a jamais été homophobe, sa culture ayant même le mieux chanté l'homoérotisme? Pourquoi ne pas organiser des manifestations officielles en ce sens pour faire évoluer la cause gay au plus vite dans le pays au lieu d'user de stéréotypes trompeurs qui ne servent que les homophobes et les islamophobes, ces islamohomophobes? Enfin, pourquoi la radio qui existe déjà ne parle-t-elle pas sur ses ondes de ce qui est seul en mesure de servir la cause qu'elle dit défendre? La radio osera-t-elle enfin faire usage de tous les ouvrages qui ont été publiés démontrant que l'islam n'est pas homophobe et donner la parole aux experts, dont des imams, qui aideront bien plus utilement à faire avancer la cause gay que la mauvaise stratégie actuelle, bien trop néfaste? Si elle ne le fait pas, elle risque de cautionner le soupçon que commencent à avoir certains d'être noyauté, comme le sont pas mal de nos structures aujourd'hui, par des intégristes occultes, des infiltrés qui, au nom de la laïcité, agissent pour le maintien de l'homophobie en Tunisie.

 <p>19-12-2017 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>180 mille enfants environ font des métiers interdits</b></p> <p>Le directeur général. de l'INS Hedi Saidi a déclaré qu'environ 216 mille enfants travaillent et notamment 180 mille font des métiers interdits selon la législation tunisienne et mondiale.</p>
 <p>19-12-2017 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>BCE à 'Le Monde' : « L'IVD n'a pas rempli son rôle de justice transitionnelle »</b></p> <p>En visite à Paris la semaine du 11 décembre, le président de la République Béji Caïd Essebsi, a accordé une interview au journal Le Monde. Questionné sur l'Instance vérité &amp; dignité (IVD), Beji Caied Essebsi a déclaré : « L'IVD n'a pas de quoi être fière de son rendement. A mon avis, elle n'a pas rempli son rôle de justice transitionnelle. C'est une instance légale, je respecte son existence, mais elle n'est pas constitutionnelle. Elle partira au terme de son délai fixé par la loi, en 2018. » Dans cette même interview Béji Caïd Essebsi a estimé que « travailler avec Ben Ali n'est pas un crime.»</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>19-12-2017 <a href="http://alchourouk">alchourouk</a></p>	<p><b>سيدي حسين: القبض على تكفيري بعد تنزيل صورة له حاملا "كلاشينكوف"</b></p> <p>أفادت وزارة الداخلية في بلاغ لها ان فرقة الأبحاث العدلية للحرس الوطني بتونس تمكنت من القبض على عنصر تكفيري يبلغ من العمر 39 سنة قاطن بمعتمدية سيدي حسين السيجومي بعد تنزيل صورة له بحسابه بفايسبوك حاملا لاسلح من نوع "كلاشينكوف" أثناء تواجده بالقطر الليبي، اضافة إلى نشر تدوينات ومقاطع فيديو تمجد التنظيمات الإرهابية وتحرض على الإرهاب.</p>
 <p>19-12-2017 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>"فيسبوك" يبتكر تقنية جديدة لحماية خصوصية المستخدمين</b></p> <p>أعلنت شركة "فيسبوك"، اليوم الثلاثاء، انها ستبدأ استخدام تقنية التعرف على الوجه لتبلغ مستخدمي شبكتها للتواصل الاجتماعي عندما يقوم آخرون بتحميل صور لهم. وقالت الشركة في بيان إنها ستجعل الخاصية اختيارية للسماح للأشخاص بحماية خصوصياتهم، معربة عن اعتقادها أن العديدين سيودون أن يتم إخطارهم بشأن صورهم التي ربما لن يعرفوا بأمرها من دون ذلك. وأضافت الشركة أن الخاصية لن تكون متاحة على الفور في كندا والاتحاد الأوروبي، لأن قوانين الخصوصية بوجه عام أكثر صرامة في تلك المناطق.</p>
 <p>19-12-2017 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>وزير الشؤون الاجتماعية: 9.9% من الأطفال "مشتغلون إقتصاديا"</b></p> <p>اعتبر وزير الشؤون الاجتماعية محمد الطرابلسي خلال ورشة عمل بالعاصمة اليوم الثلاثاء 19 ديسمبر 2017، أنه لا يمكن حاليا وصف استغلال الأطفال اقتصاديا في تونس بالظاهرة المفزعة، وأشار في المقابل إلى أنها ظاهرة تستوجب وضع استراتيجية للحد منها من خلال تطبيق القانون وفق قوله. وأعلن الطرابلسي أن آخر احصائيات تؤكد أن 9.9 بالمائة من الأطفال مشتغلون إقتصاديا، وهو أمر وجب التصدي له.</p>

Sources	Articles
 <p>Business News com. tn</p> <p>17-12-2017 M.A</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Arrestation de membres de Hizb Ettahrir à Sidi Bouzid</b></p> <p>Le parti Hizb Ettahrir s'est indigné sur sa page Facebook, le 17 décembre 2017, d'une série d'arrestations faites par les forces de l'ordre au sein du siège du parti à Sidi Bouzid. Les personnes arrêtées étaient en train de préparer la participation de Hizb Ettahrir aux festivités de commémoration du 17 décembre. Les pancartes et les rubans ont été saisis et le siège du parti a été encerclé.</p>
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>18-12-2017 Sihem Bouzgarou Ben Ghachem</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb">huffpostmaghreb</a></p>	<p><b>Dar Joued: Le Gynécée des laissées-pour-compte!</b></p> <p>Bahja: une jeune femme cultivée, férue de littérature romantique française, mariée à un médecin, mère d'une fille et d'un garçon, issue d'un milieu aisé appartenant à la bourgeoisie tunisoise. Elle se déchaîne quand elle est confrontée à l'infidélité de son époux, quitte le lit conjugal, et refuse d'avoir tout commerce avec lui. Malgré son apparente modernité, son conjoint, devant ses refus répétés, la punit en inscrivant ses deux enfants dans un internat, et la condamne, avec la complicité de cadis (juges) complaisants, à un séjour d'une durée indéterminée à Dar Joued, sous prétexte qu'elle s'est refusée à lui, au lit. Leïla une magnifique brune plantureuse à la belle poitrine opulente, au tempérament de feu, mariée de force, après le décès de son père, à un vieillard impuissant. Elle papillonne d'un homme à un autre, parmi les ouvriers au service de son mari. Néanmoins, elle est rejetée, insultée et humiliée par sa dernière conquête, et, de surcroît, son mari-bourreau, la soupçonnant d'infidélité, recourt au cadi de la famille pour la jeter dans cette prison pour femmes rebelles. Elle se sent mal-aimée, a une soif inextinguible de tendresse et retrouve auprès de ses compagnes de malheur, l'amour sororal, amical, filial dont elle a toujours rêvé! C'est pourquoi, elle a préféré la mort à un possible retour à un foyer conjugal, dépourvu de tout sentiment ou affection. Hassaina: une jeune lycéenne, orpheline de père se retrouve sous la tutelle d'un membre agnat de sa famille, son oncle maternel, en l'occurrence. Un cheikh intransigeant et opportuniste qui l'envoie croupir à Dar Joued, avec la complicité d'un cadi de la famille, contre une promesse d'intercession auprès du Bey pour récupérer un bien spolié par ce dernier. Il surprend, sur le chemin de retour de son lycée, la nièce avec son amoureux en train de lui conter fleurette. Malgré l'intervention de sa tante paternelle, complice espiègle et compréhensive, qui se prévaut d'une recommandation paternelle pour sauver Hassaina de la sentence prononcée par son oncle, et celle timide sa mère effacée et inoffensive, elle rejoint la cohorte des femmes enfermées dans cette prison aux murs épais. Fatma la jaida ; tenancière de la prison pour femmes rétives ou innocentes, selon le cas: une vieille mégère d'un certain âge, fourbe, sournoise et opportuniste, qui joue à merveille son rôle de cerbère inflexible et de duègne</p>



intraitable. Elle a toujours l'insulte à la bouche, à la moindre petite incartade, n'hésite pas à délester les couffins fournis par les familles des captives, de quelques douceurs exquises qu'elle s'offre, en cachette, dans son antre défendu. Elle a pour rôle de mater les fortes têtes, et elle s'en acquitte, à la perfection. Elle insulte les femmes, les roue de coups, les prive de nourriture, leur impose des corvées et des tâches ménagères rebutantes, toute la journée. Sans oublier qu'à la moindre incartade, elle les enferme dans une cave infestée de rats, jusqu'à ce qu'elles cèdent et baissent les bras! Cependant, comment est-il possible de faire se rencontrer ces femmes issues de milieux très différents, dans un même lieu? Il faut dire que la magie de la société patriarcale a parfaitement agi! D'un coup de loi charaïque, saupoudrée d'un ou deux versets du Coran manié et exploité à bon escient par des cadis de la famille de différentes obédiences dont le rôle premier est d'émettre des fatawi, au plus offrant, contre monnaies sonnantes et trébuchantes, pour justifier l'injustifiable! Une femme n'a pas l'heur de plaire à son époux, une autre, rétive et désobéissante, une autre encore dont le mari ou les frères ou oncles veulent se débarrasser est vite jetée à la trappe, abandonnée, oubliée dans ladite Dar Joued, jusqu'à ce que mort s'ensuive, parfois. Celle qui a de la chance attendra le bon vouloir de son seigneur et maître, pendant des jours, des semaines, des mois, avant de regagner son foyer, tête baissée, yeux éteints, complètement amorphe et asthénique et se soumettra à toutes ses exigences, sans rechigner, dorénavant! N'était-elle pas belle la vie de nos grands-mères et arrière-grands-mères? Il serait intéressant que ceux qui pensent redorer le blason des awkafs et des biens de main-morte voient et revoient ce film qui retrace un passé récent dont les relents nauséabonds ont colonisé les esprits de ceux qui veulent faire un bond en arrière pour ressusciter les anciennes institutions surannées et obsolètes!



16-12-2017  
[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

#### **FTDS: 7899 immigrants clandestins tunisiens en 2017**

D'après les chiffres du Ministère de l'intérieur, du 1er janvier au 12 décembre 2017, 307 opérations d'immigrations non réglementaires ont été interceptées dont 54 durant le premier semestre de 2017. Selon le forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, 7988 immigrants clandestins sont arrivés en Italie. Durant le 2ème semestre de l'année 2017, le nombre d'arrestation s'est multiplié de 5.

Personnes arrêtées pour migrations non réglementaires :

Le nombre total de personnes arrêtées pour migration non réglementaires du 1er janvier au 12 décembre 2017 est de 3424. 2812 personnes ont été arrêtées durant le deuxième semestre de 2017, 4.5 fois plus que le premier semestre.

Les tranches d'âges:

La tranche d'âge la plus importante est celle de 20 à 30 ans.

Genre:

Les femmes représentent 5% des personnes arrêtées pour opérations d'immigrations non réglementaires.

Nombre de passeurs arrêtés:

Le nombre total de passeur arrêtés du 1er janvier au 12 décembre 2017 est de 129, dont 11 durant le 1er semestre 2017.

Les moyens de transports maritimes arrêtés :

Les moyens de transports maritimes arrêtés du 1er janvier au 12 décembre 2017 étaient au nombre de 150, dont 21 durant le 1er semestre 2017.

Gouvernorats de départ :

Le gouvernorat qui a connu le plus grand nombre d'opérations immigration non réglementaire arrêtés du 1er janvier au 12 décembre 2017 est celui de Sfax (principalement de Kerkennah).

Statistiques du Ministère de l'Intérieur italien

Le nombre de Tunisiens qui ont atteint les côtes italiennes du 1er janvier au 30 novembre 2017 est de 5433, dont plus de la moitié a effectué la traversée durant les seuls mois de septembre et octobre.

Depuis le mois de juin 2017 on remarque une élévation du nombre des tunisiens qui ont atteint les côtes italiennes avec un pic au mois d'octobre 2017 qui est 17 fois plus élevé qu'en octobre 2016.

Estimation du nombre de Tunisiens rapatriés par les autorités italiennes et tunisiennes

Durant les 33 premières semaines de l'année 2017 jusqu'au mois d'août, les opérations de rapatriement de Tunisiens depuis l'Italie s'élevaient en moyenne entre 20 à 30 rapatriements par semaine.

Une estimation du nombre de rapatriements sur cette période peut donc être évaluée entre 660 et 990 rapatriements.

Lors des 15 semaines allant du mois d'août au 15 décembre 2017, les opérations de rapatriement de Tunisiens ont nettement augmenté allant à plusieurs reprises jusqu'entre 60 à 80 personnes par semaine.

Une estimation du nombre de rapatriements sur cette seconde période peut donc être évaluée entre 900 et 1200 rapatriements. Ainsi, au total le nombre de rapatriements de Tunisiens sur

l'année 2017 jusqu'au 15 décembre peut être estimé comme s'échelonnant entre une estimation basse de 1560 rapatriements à une estimation haute de 2190 rapatriements.

Proportion de Tunisiens rapatriés sur le nombre de Tunisiens arrivés en Italie

Sur les 5433 Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée sur les côtes en 2017, entre 1560 et 2190 d'entre eux auraient été rapatriés.

Dans le cas de l'estimation basse de rapatriements sur l'année 2017, 29% des Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée auraient donc été rapatriés. Dans le cas d'une estimation haute, c'est 40% des Tunisiens contrôlés par les autorités italiennes à leur arrivée qui auraient été rapatriés.



18-12-2017  
[shemsfm](http://shemsfm.com)

### Twitter change ses règles concernant les propos haineux

Le réseau social Twitter a dévoilé, en novembre, ses nouvelles règles sur les abus et les menaces de violence. Twitter compte suspendre les comptes liés aux groupes prônant la haine. Ces règles entrent en vigueur aujourd'hui. Cela concerne les comptes comportant "des menaces de violence précises ou le désir des blessures physiques graves, maladies, ou la mort, d'un individu ou groupe de personnes." Les cibles de ces nouvelles règles sont les fameux "hate groups" de la droite extrême américaine. Ces groupes ont jusqu'à maintenant fait usage de Twitter pour diffuser leurs messages haineux. Twitter ajoute avoir initié une vérification des comptes déjà vérifiés et avoir fait le nettoyage si plusieurs d'entre eux ne respectent pas les règles.

### مقالات باللغة العربية



16-12-2017  
[alchourouk](http://alchourouk.com)

### صفاقس: تلميذ يروج أقراص "اكستازي" المخدرة أمام المعهد

تمكن أعوان فرقة الشرطة العدلية بصفاقس الشمالية و مركز الشرطة بسيدي منصور، اليوم السبت 16 ديسمبر 2017، من لإطاحة بشبكة ترويج أقراص مخدرة من نوع "اكستازي" بقلب مدينة صفاقس. وتمت الإطاحة بعناصر الشبكة، إثر تتبع اثنين من المستهلكين بصدد شراء الأقراص أمام اعدادية 18 جانفي بصفاقس، حيث تم القبض في مرحلة أولى علي تلميذ مروج عمره 16 سنة، ثم الاطاحة بالمروج الرئيسي بزقة الشيشمة وحجز حوالي 100 قرص مخدر، في مرحلة ثانية. هذا وتتواصل الابحاث بعد ايقاف أنفار الشبكة الأربعة للتعرف علي بقية العصابة التي تقوم بترويج الأقراص المخدرة أمام المعاهد.



18-12-2017  
[shemsfm](http://shemsfm.com)

### يمينة الزغلامي : جزء من أرشيف هيئة الحقيقة والكرامة تم الكشف عنه البارحة في قناة تلفزيونية

أكدت اليوم النائبة عن حركة النهضة يمينة الزغلامي في تصريح لشمس اف ام عن وجود تخوف من تسريب أرشيف هيئة الحقيقة والكرامة . واتهمت الزغلامي رئيسة الهيئة سهام بن سدرين بتسريب بعض الاسرار قائلة "من غير المعقول أن يقع التطرق لجزء من أرشيف الهيئة في حوار تلفزي ليلة البارحة". وتابعت قائلة "هذه الهيئة متعهدة في اطار قسم بحفظ السر المهني وعدم افشائه".

مستشار الأمن القومي : 'مجلس الأمن القومي ليس حكومة ظل كما يقال..!'



18-12-2017  
[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

نفي كمال العكروت مستشار الأمن القومي برئاسة الجمهورية (الأميرال المقال من منصب مدير عام الأمن العسكري سنة 2013) ما يتم تناوله بشأن إعادة هيكلة مجلس الأمن القومي، مؤكداً أنّ هذا المجلس ليس حكومة ظل كما يقال. وأوضح العكروت في حديث لجريدة الشارح المغربي الصادرة اليوم الاثنين 18 ديسمبر 2017 أنّ اللجان المحدثة صلب مجلس الأمن القومي ليست سابقة بل إجراء نصّ عليه أمر رئاسي صادر سنة 1990 . وأضاف أن دور هذه اللجان هو تشريك عديد الوزارات في عملها في إطار عمل جماعي لا علاقة له بالعمل الحكومي، حسب تعبيره.